

Intégration des sociétés et temps mondialisé : la négation des rythmes collectifs locaux (2/3)

vendredi 2 mars 2012, par [Benjamin Pradel](#)

Sommaire

- [1. Du temps cyclique au \(...\)](#)
- [2. La détermination du calendr](#)
- [3. La détermination du temps](#)

Ce texte est tiré du second chapitre de la thèse de Benjamin Pradel que l'on pourra trouver dans son intégralité [ici](#). Les références bibliographiques ont été regroupées [là](#).

Nous nous intéressons dans un premier temps au mouvement d'intégration d'un temps mondial pour comprendre de quelle manière ce processus questionne la valeur et le rôle des rythmes sociaux dans l'organisation des sociétés modernes. Le passage d'une représentation cyclique du temps à une représentation linéaire, la mise en concordance des calendriers locaux dans un calendrier mondial et la montée en précision des symboles de détermination du temps quotidien constituent trois évolutions qui ont radicalement transformé le rapport des sociétés au temps. La détermination sociale du temps serait arrivée à un tel niveau d'intégration mondiale et de précision technique qu'elle se serait détachée des rythmes collectifs locaux et des références naturelles. Elle reflèterait ainsi l'émergence d'une morphologie sociale caractérisée avant tout par la fluidité, la flexibilité et la continuité plus que par la cyclicité, la fixité et l'alternance. Le processus de globalisation, parfois présenté comme synonyme de marche vers le progrès mais dont on ne connaît pas les premiers de cordées, aurait mis le temps social au pas pour imposer un temps désincarné, désenchanté.

Précisons tout de même que l'histoire de la rationalisation du temps et de la complexification de son appareillage symbolique fait se chevaucher plusieurs phases. L'émergence d'un système unifié du temps est interprétée ici comme la dernière phase de cette histoire qui a vu se télescoper et se chevaucher, à plusieurs moments, le temps mécanique utilisé par les élites, notamment urbaines, et le temps traditionnel et saisonnier utilisé dans les campagnes ; le temps religieux de la cloche de l'église et le temps civil du beffroi ; le temps de l'activité industrielle de l'ouvrier et le temps grossier des espaces ruraux, etc. Nous rendons compte d'un processus long, non linéaire et non unidirectionnel, qui fait apparaître le rôle important joué par les différents pouvoirs religieux et civils au cours des siècles dans la détermination du temps social, et le rôle de l'espace urbain comme lieu de l'incubation et de déploiement de cette conscience moderne du temps.

1. Du temps cyclique au temps linéaire : la rupture

primitive pour une unification du temps

L'histoire de l'unification du temps à l'échelle mondiale repose d'abord sur le remplacement d'une vision cyclique du temps par une vision linéaire de la durée. Mircea Eliade rejoint les propos de Durkheim évoqués plus haut tout en renforçant le rôle des saisons dans la détermination du temps lorsqu'il montre que le sens du temps venait à l'homme dans son combat avec la nature et que l'horizon temporel des sociétés antérieures au christianisme était défini par le « mythe de l'éternel retour ». Le temps cyclique était celui du cosmos observable dans le monde visible de la nature et qui servait de base aux religions primitives (Bénichou, 1992). Pour repérer des séquences élémentaires semblables et régulières dans son environnement, il fallait toute la patience d'un individu ou d'un groupe scrutant et reportant sur des supports matériels les hauteurs du soleil, les retours de la pleine lune ou le cycle des végétaux. Sans que cela soit pleinement démontré, l'os d'Ishango datant de 20 000 ans av. J.-C. ou l'os de l'abri Blanchard datant de 32 000 ans av. J.-C. sont pour certains paléontologues les premiers outils de spatialisation du temps et de symbolisation des cycles naturels. Moins ancien, Stonehenge dont la construction s'est déroulée de 2 900 av. J.-C. environ à 1 600 av. J.-C. environ, possède les caractéristiques d'un instrument de mesure repérant, grâce à des marqueurs, des redondances dans l'environnement sur une période donnée. Ces premières formes de détermination du temps servaient autant à conjurer la peur d'un lendemain à l'existence incertaine dans un état théologique du rapport au monde, qu'à organiser l'activité sociale suivant des points de repère à dimension magique. La question de savoir si le soleil se lèverait indéfiniment ou la saison des pluies reviendrait régulièrement restait sans réponse rassurante. Pour ces sociétés primitives, il faut sans cesse réactualiser le mythe de l'éternel retour lors de cérémonies rituelles permettant d'abolir la durée et de se situer en permanence dans le présent, hors de l'histoire (Bénichou, 1992). La plus célèbre des fêtes païennes, qui a longtemps résisté à la réappropriation par le christianisme, est celle du solstice d'été et de ses feux, devenue la Saint-Jean, célébrant le retour du soleil. Seul le rapport théologique au monde permettait de surmonter la peur de la finitude, l'incertitude du non retour face à des phénomènes produits par des agents surnaturels et dont l'intervention arbitraire explique toutes les anomalies apparentes de l'univers.

Lorsqu'avec l'avènement du christianisme l'homme a quitté ce monde limité pour s'engager dans une progression directe, linéaire, vers la rédemption et le salut, il s'est retrouvé exposé pour la première fois aux dangers inhérents aux processus historiques. C'est notamment saint Augustin qui rompt le cercle du temps romain, rejetant les « cycles trompeurs » pour dater les événements par rapport au Christ (Hassard, 1990). Le principe de datation linéaire à partir d'un point fixe d'origine fournit alors une lecture linéaire du temps selon un axe : « L'apparition du Christ, la réalisation de la promesse, l'Incarnation donnent au temps une dimension historique, ou mieux un centre. » (Le Goff, 1977, p. 49) La représentation elliptique du temps constituée d'une série de cycles continus d'événements (l'état final du cycle étant identique à l'état initial - les solstices) laisse place à une représentation linéaire du temps constituée d'une série de cycles discontinus (l'état final diffère de l'état initial puisque le temps est une ligne que l'on parcourt). L'irréversibilité du temps est alors endogène à sa représentation qui « en Occident se caractérise par le schème d'un cours linéaire et non cyclique du temps, inscrit entre l'Incarnation et la Parousie attendue ». (Corbin, 2002, p. 17) La représentation du temps instituée par l'Église relie les représentations du temps historique des sociétés à l'inscription de ces mêmes sociétés dans un devenir transcendantal commun à toute l'humanité. Si l'idée que l'an de Rome 754 devint l'an 1 de l'ère chrétienne s'impose très doucement dans le monde judéo-chrétien, elle reflète le pouvoir de l'Église sur l'organisation de la vie des sociétés. Elle ne fut adoptée en France qu'au VIII^e siècle mais elle ne se généralisa que vers l'an mil et ne s'universalisa vraiment qu'au cours du XVII^e siècle.

Toutefois, l'idée de cycle ne disparaît pas à l'époque car le primat de l'écoulement linéaire se trouve traditionnellement scandé par le cycle liturgique qui se confond toujours avec l'alternance des saisons. Le cycle disparaît comme représentation finie et anxiogène du devenir et du monde des hommes, toujours à renouveler, en adéquation avec leur environnement, pour réapparaître sous forme d'un marqueur socialement performant maîtrisé en premier lieu par l'institution politico-religieuse. Cette rupture consacre le début de l'institution de découpages calendaires du temps pris dans des enjeux de pouvoir. La lente affirmation d'un système de temps homogène s'explique par la concurrence d'institutions qui marquent chacune une volonté d'unifier les sociétés selon leurs propres normes. Peu à peu l'appareillage symbolique déterminant le temps social va se complexifier pour mettre à distance les anciens ordres temporels liés aux rythmes de l'environnement.

2. La détermination du calendrier et le temps mondialisé

L'histoire de la détermination du temps fait apparaître les enjeux de pouvoir et de territoire afférent à la maîtrise et l'imposition des symboles de la mesure du temps par certaines institutions. Le calendrier est un de ces symboles du temps spatialisé. Le développement qui suit ne vaut que pour le monde Occidental et judéo-chrétien à partir de l'Empire romain. En effet, bien avant l'aire chrétienne les Chinois, Babyloniens ou Égyptiens avaient établi des formes de calendriers propres. Dans un premier temps, politique et religion s'accommodent des apports et des réformes de l'une et de l'autre dans un rapport de complémentarité voire de symbiose. Le premier calendrier romain, dit « de Romulus », fut rectifié successivement par les pontifes, les *imperatores* Jules César et Auguste, puis fut adopté lors du Concile de Nicée. La reconnaissance d'un temps commun permit à l'Église, en concordance avec l'Empire romain, de travailler son unité par l'intégration et l'unification des différentes tendances chrétiennes. À partir de la base linéaire du temps, qui remettait en cause les fondements des pratiques païennes, le christianisme imposa sa liturgie pour remplacer les rituels saisonniers encore en cours au temps de la romanité, unifier le territoire de la chrétienté et se présenter en tant qu'ordonnateur de la bonne marche des sociétés humaines. Le pouvoir politique et religieux détermina ainsi conjointement et en bonne entente le rythme calendaire des sociétés, dans un mouvement allant des villes vers les campagnes.

Avec l'adoption de ces calendriers, l'Église impose son rythme cérémoniel là où elle s'implante. En pays chrétien, seules les autorités religieuses avaient le droit de déterminer les jours de fête au cours des conciles. En Europe, l'Église cherche la maîtrise du temps dès le III^e siècle. Dans un mouvement de syncrétisme global, elle impose un rythme liturgique cadencé construit par emprunts, superpositions et substitutions de cultes déjà existants. Les exemples qui montrent les racines païennes, juives, romaines, orientales ou nordiques des fêtes chrétiennes sont nombreux. La fête de Pâques est une émanation de la Pessah juive ; la fête des morts avait son équivalent à Rome où les défunts de chaque famille étaient célébrés ; l'Épiphanie est à l'origine une fête Égyptienne autour d'Osiris et du soleil renaissant. Les fêtes religieuses ne sacrifiaient donc pas à l'analogie rythmique avec le temps naturel, base fondamentale des pratiques théologiques antérieures, mais la subsumaient sous des référentiels nouveaux. Leur institution, en lieu et place des rites païens saisonniers, était indispensable pour une diffusion et une imposition dans les campagnes d'une Église universelle rayonnant à partir des lieux de pouvoir que constituaient les villes. Au V^e siècle saint Léon déplore de voir encore des fidèles saluer le soleil levant pendant les célébrations de Noël dans la basilique Saint-Pierre alors qu'un siècle plus tôt saint Augustin exhortait déjà ses frères à ne plus fêter le soleil ce jour-là (Bénichou, 1992). En même temps que les rythmes de l'Église se constituaient et s'imposaient depuis les villes, le rythme des saisons naturelles comme cadre organisationnel de l'action des hommes s'effaçait sous les symboles de la chrétienté tout en conservant le parallélisme astronomique primitif. On peut déjà ici parler d'un début de désenchantement du temps et de ses cycles par l'imposition d'un modèle temporel systémique

éloignant l'homme de ses croyances primitives. Partant des villes où ils ont leurs maisons, missionnaires et curés entreprennent l'évangélisation méthodique du plat pays et l'imposition de ce nouveau temps chrétien.

Le christianisme va ainsi s'approprier le calendrier en organisant le rapport au temps vécu selon les noms des saints, les dates des fêtes et une symbolique qui impose une histoire universelle des chrétiens. Cependant, jusqu'à la seconde moitié du XVIII^e siècle, aucun centre urbain de moins de 20 000 habitants ne s'organisait collectivement autour du calendrier et encore moins autour de l'heure (Godard, 2003a). C'est d'abord par la détermination d'un rythme festif collectif que le temps calendaire s'enkyste dans la société et ce n'est qu'à partir du XVI^e siècle que la datation des documents avec le jour ne devient uniforme. Entre 1582 et 1564 le calendrier grégorien est stabilisé puis adopté en Italie, en Espagne et dans ses colonies d'Amérique Latine, Californie et Philippines, au Portugal et dans sa colonie brésilienne, en France, en Autriche, en Pologne la même année puis en Grande-Bretagne en 1752. Ainsi « numérotés, les mois et les jours du calendrier représentent alors des structures récurrentes à l'intérieur d'un devenir qui ne se répète pas » (Élias, 1996, p. 12). Qui maîtrise et détermine ces structures récurrentes et y impose ses temps forts, maîtrise une part de l'organisation des sociétés comme l'atteste l'épisode du Calendrier républicain entre 1793 et 1806.

Finalement, la détermination du calendrier grégorien est le fruit d'un mélange entre des références religieuses, profanes et naturelles. Sa diffusion, lente mais inexorable, va ouvrir sur un temps de référence unifié accompagnant l'intégration des États-Nations dans un vaste ensemble à l'échelle mondiale constitué de liens diplomatiques et économiques. L'Australie adopte le calendrier à la fin du XVIII^e siècle, le Japon en 1873, la Russie en 1918, la Turquie en 1927 et toute l'Afrique au cours du XX^e siècle. L'Iran, l'Afghanistan, l'Arabie-Saoudite, le Pakistan ou l'Éthiopie n'utilisent pas le calendrier grégorien et d'autres pays l'associent à un autre calendrier. L'adoption du calendrier reflète le besoin de synchronisation d'une société intégrée à l'échelle mondiale et dont les villes sont les agents les plus visibles. Si chaque pays y positionne ses temps forts donnant aux calendriers des formes locales particulières, c'est le besoin de coordination des activités, notamment productives, qui a poussé l'adoption de la structure calendaire en 12 mois découpés en 30 ou 31 jours.

Les dernières tentatives de réforme émanent de la Société des Nations puis de l'Organisation des Nations Unies et n'ont jamais abouti. Mais aujourd'hui la question se pose du grand écart qui se creuse entre l'usage du calendrier comme outil de coordination des activités planétaires et le calendrier comme reflet des identités locales à travers ses rythmes institués. La capacité de détermination politique ou religieuse de temps forts et de temps faibles est interrogée par une activité locale d'avantage reliée et dépendante du temps continu et informatique des réseaux, fonctionnellement productif et économiquement efficace. La remise en cause du caractère chômé du dimanche ou du lundi de Pentecôte en France s'appuie sur des arguments économiques. Les traditionnels « donneurs de temps », régulateurs des rythmes calendaires dans un temps linéaire se trouvent enchâssés dans une société qui suit davantage la logique économique du temps continu et productif. Ainsi, à l'approche de l'an 2000, lorsqu'il s'est agi d'adapter les systèmes informatiques face à la menace d'un *bug* dans l'activité bancaire et financière, la question s'est posée entre les autorités de différentes religions, de savoir quel calendrier était la référence. Le calendrier grégorien l'emporta car largement diffusé et servant déjà de référence au système informatique.

La logique de réseau et de commutativité internationale qui fait fi des particularismes des rythmes

locaux se retrouve à propos de l'adaptation du calendrier à la nouvelle donne économique mondiale. Les Nations Unies estiment que le calendrier grégorien complique la programmation des activités économiques, industrielles, financières et comptables. Les semestres, les trimestres et les mois ne comportent pas tous le même nombre de jours ; les semaines se succèdent indépendamment de la durée du mois et les mois ne commencent pas tous par le même jour de la semaine. L'institution mondiale a lancé un concours international sur le sujet. Ces évolutions font craindre une uniformisation des calendriers pour les transformer en simples repères chronologiques au service des seules activités économiques de l'homme moderne, sans aucun ancrage territorial, sans référence à une communauté et une culture identifiée par son territoire. Pour Hélène Bénichou, « l'instauration d'un calendrier perpétuel et fixe, pour ne pas dire figé comme la mort, conduirait finalement à déshumaniser l'homme ; ce dernier s'y trouverait comme perdu dans un temps vide, étranger à lui-même et à son histoire, à son origine et à son destin, sans racines, sans repères, sans horizon : l'homme impersonnel d'un calendrier universel, un homme absurde » (1992).

Autant la détermination des différentes liturgies calendaires reflète une tentative de régulation et de domination (Zarifian, 2002) d'une société par une institution voire une idéologie, autant la négation de ses temps collectifs au profit d'un temps continu car planétaire, fonctionnel et quantitatif au service de l'échange, qu'il soit virtuel ou réel, met en tension le temps discontinu des sociétés locales et le temps continu des marchés mondiaux. L'histoire de la détermination du calendrier est celle de la rationalisation du temps lié à l'intégration des sociétés à un marché économique mondial. Elle rejoint celle de la détermination des horaires quotidiens, des découpages de la durée s'instituant lentement comme l'instrument de coordination des activités humaines. Le passage d'un temps conçu comme une suite de rituels collectifs, perçu comme discontinu et qualitatif, en instrument de mesure, rationnel et quantitatif, est celui du passage de la communauté à la société marquée par des donneurs de temps. Il interroge l'existence de nouveaux donneurs de temps et marqueurs du calendrier ainsi que l'échelle à laquelle ces derniers pourraient émerger. La métropole ne pourrait-elle pas être considérée comme la nouvelle échelle de déploiement des rythmes calendaires ?

3. La détermination du temps quotidien : du temps transcendantal au temps instrumental

L'histoire de la détermination du temps à l'échelle du quotidien correspond à un processus de rationalisation et d'affinement des symboles du temps social au service de la régulation et coordination techniques de sociétés de plus en plus complexes. L'apparition des subdivisions du temps articule la domination d'une institution sur le rythme de la société à un processus accru d'individualisation par rapport à ces mêmes institutions. C'est le début de la construction du temps social objectivé par opposition au temps social substantivé.

3.1 Le temps quotidien naturel et religieux : le rythme des foudres du ciel

Pendant encore longtemps, la représentation d'un temps cyclique et naturel marque le cours des activités humaines, y compris dans les villes, face à la lente diffusion du calendrier parmi les élites cléricales et princières. Le temps continuait de ressembler à une suite de rythmes collectifs. Jusqu'au XV^e siècle, le temps paysan, approximatif et relativement indifférent à l'encadrement de la durée par des systèmes comptables (Muchembled, 2002), continue de s'imposer à la vie sociale. C'est le cycle du soleil et de la lune, l'aube, le jour, le crépuscule et la nuit qui stabilisent la pensée, et la communauté paysanne, encore majoritaire, fait référence. À travers les activités qui lui sont

subordonnées, les variations naturelles constituent encore des repères très significatifs y compris dans les plus gros des bourgs et des cités. Les faubourgs ne sont encore qu'embryonnaires et le monde rural au pied des remparts de la Cité dicte ses rythmes à travers l'approvisionnement alimentaire ou le rythme des travaux des champs attirant une partie de la main d'œuvre désœuvrée des villes dans les campagnes. La journée de l'artisan était encore déterminée par le lever et le coucher du soleil. Les rues, ouvertes aux vents et à la pluie, mal drainées et boueuses laissaient s'engouffrer les intempéries, ralentissant les déplacements, remplissant les tavernes, embourbant les plus lourdes des charrettes. Une averse faisait fermer les échoppes donnant directement vers l'extérieur et situées aux rez-de-chaussée des maisonnées. La végétation urbaine, très présente, faisait partie de l'espace quotidien. Elle se densifiait avec l'humidité et disparaissait avec la gelée au gré des saisons. Elle servait de fourrage pour les animaux, connotait les repas tout en proliférant sur les murs dans les joints de chaux (Guillaume, 1994). La nuit transformait la ville en milieu hostile et dictait l'arrêt des activités.

En dehors de ces variations naturelles et au-delà des villes, les 7 heures canoniales du calendrier julien et ses 7 offices religieux rythmaient autant la vie du monastère qu'elles ponctuaient le déroulement de la journée dans les espaces environnants. En 321, l'empereur Constantin, grand réformateur chrétien, introduit l'idée du dimanche comme jour de repos et ce n'est qu'en 1215, au concile de Latran IV, que l'obligation de la messe dominicale est instituée : « Le dimanche a permis à l'Église de contrôler régulièrement le temps économique et social. » (Godard, 2003a) Les cloches commencent à faire connaître ce rythme aux moines, mais aussi aux habitants alentour et très vite dans les villes. Si les Romains utilisaient déjà les « *tintinabulae* » pour annoncer certains événements comme les marchés, les spectacles, l'ouverture des bains, etc., c'est autour du VI^e siècle que les cloches vont faire leur apparition dans les églises situées au centre des villages et des villes, lorsqu'elles n'en comportaient pas plusieurs. Elles rythmaient le temps autant sacré que profane. Les angélus découpaient la journée (6h, 12h, 18h), annonçaient un baptême, un trépas, un danger ou un incendie. Suivant la manière de jouer, dans les champs, les paysans avaient compris de quoi il retournait et accouraient ou se recueillaient. Ces événements, tout comme les jours de bonnes récoltes ou de vèlage, marquaient le quotidien et devenaient des références pour se situer dans un passé ou un futur. À la limite, quelques cadrans solaires, imprécis et changeant ou clepsydras grossières pouvaient compléter le dispositif de la cloche (Le Goff, 1977). C'est avec le développement du commerce dans des villes en réseau et d'un marché d'échange que la nécessité de déterminer le temps par des mesures plus fines et quantifiables, que les cloches se sont dotées d'une fonction régulatrice et horlogère (Dorhn-Van, Braunstein & Mannoni, 1997). Peu à peu, des points qui n'étaient jusqu'alors que vaguement définis sont fixés sur l'axe du temps quotidien, faisant émerger une organisation temporelle plus fine que le cycle festif et un rapport plus individuel au temps. Les rythmes collectifs comme marqueurs qualitatifs du temps sont absorbés par une logique comptable régissant notamment le travail et les échanges commerciaux.

3.2 Le temps des marchands : la diffusion d'un nouvel esprit du temps dans les villes

L'affinement de la détermination du temps correspond à un état d'esprit lié au développement de l'économie marchande qui s'incarne dans les villes entre les XIV^e et XVI^e siècles. L'extension géographique des marchés par l'augmentation de la portée des échanges augmente le degré de complexité des sociétés de plus en plus intégrées et en appelle à des instruments de plus en plus fiables permettant d'encadrer les transactions. Avec le développement des échanges interurbains le besoin de rationalisation et d'affinement des symboles sociaux du temps va développer une conscience nouvelle du temps qui s'incarne dans l'horloge, ses cycles mécaniques et quotidiens, les

secondes et les heures : « On est passé d'une forme de détermination du temps ponctuelle, discontinue, liée aux situations, à une trame temporelle continue, aux mailles de plus en plus fines, enserrant et conditionnant dans son universalité toute l'étendue des activités humaines. » (Élias, 1991, p. 106) Il existe une relation historique entre le développement des réseaux commerciaux, que nous rapprochons du processus d'intégration territoriale, et le changement de paradigme de détermination du temps. Avec la détermination du calendrier planétaire, la rationalisation du temps quotidien traduit une étape de plus dans le processus de distanciation. La concurrence entre le temps des communautés locales, périodique et collectif, et le temps rationnel et individuel, issu notamment des besoins de l'échange marchand, va tourner à l'avantage de ce dernier.

Grâce aux besoins croissants d'approvisionnement des villes en extension et le développement du négoce, les marchands et financiers convoitent avec succès les charges municipales et prennent de plus en plus de place dans l'organisation des temps sociaux. Les marchés urbains de négoce nécessitent de nouvelles réglementations afin d'organiser un échange concurrentiel juste. Le développement d'un réseau commercial de villes, le gonflement quantitatif des transactions, la mainmise des négociants sur de nouveaux produits et le contrôle de l'industrie rurale rendent nécessaire la transformation du temps en objet de mesure. La durée d'un voyage d'une place à une autre, les variations de prix durant une opération commerciale, la durée du travail artisanal et ouvrier deviennent l'objet de réglementations avec lesquelles il faut savoir jongler dans le temps pour dégager des marges de bénéfice. La domination commerciale des villes s'accompagne d'un contrôle financier (Neveux, 1998) qui va faire du temps un facteur d'enrichissement. La généralisation des lettres de change et les traites, l'élargissement du domaine monétaire avec le bimétallisme, la reprise de la frappe de l'or et la multiplication des signes monétaires compliquent les opérations. Elles entraînent des tendances inflationnistes et des problèmes de change qui réclament un temps mieux mesuré et de moins en moins ancré dans l'espace traditionnel. Du côté de la demande, les « grands consommateurs » et le développement « d'une économie politique urbaine caractérisée par le souci de garantir l'approvisionnement régulier en nourriture, la modicité de son prix et la stabilité dans l'activité des producteurs et commerçants » (Weber, 1992, p. 28) s'appuient sur des référentiels temporels communs nécessitant une stabilité toute mathématique. L'appareillage symbolique du temps se rationalise et renforce la puissance de la classe marchande à mesure que les villes prennent la tête d'un système économique de moins en moins fondé sur les revenus agraires : « Les activités urbaines et, de façon plus générale, la manière de vivre en ville produisent des temps caractéristiques qui diffèrent profondément de ceux qui règlent - et surtout réglaient - la vie à la campagne. » (Ghorra-Gobin, 1996, p. 2)

Le temps devient un instrument rationnel permettant de coordonner des activités, de les rendre équivalentes, de mesurer et d'organiser, de spéculer et d'échanger. Ce temps ne s'oppose pas au temps religieux puisqu'au XV^e siècle, l'Église crée le mont-de-piété pour permettre des emprunts sans taux usuraires. Le décompte des heures apparu dans les villes italiennes autour du XIV^e siècle se généralise. Les horloges se multiplient dans les résidences et châteaux princiers puis rapidement en ville au XV^e siècle sous la forme des horloges publiques qui vont rythmer de nouvelles heures utilisées à des fins professionnelles et pour une classe précise. Les « heures », en tant que séquence de prière, ne jouent plus de rôle régulateur dans la Cité. L'horloge communale prend de l'ampleur et devient un instrument de domination économique, sociale et politique des marchands, financiers, négociants et parfois bourgeois qui régissent la commune (Le Goff, 1977). La construction de certains beffrois porteurs d'horloges est alors motivée par le besoin de sonner les heures des transactions commerciales et du travail, de coordonner le commerce et l'artisanat urbain, de marquer les pauses des travailleurs, les horaires de vente et ceux de circulation dans les rues (Dohrn-van, Rossum, Braunstein & Mannoni, 1997). Peu à peu, « le milieu technologique superpose

un temps nouveau, mesurable, c'est-à-dire orienté et prévisible, au temps à la fois éternellement recommencé et perpétuellement imprévisible du milieu naturel » (Le Goff, 1977, p. 56). Le temps se contracte dans le quotidien renvoyant les rythmes calendaires à une culture du temps plus traditionnelle que fonctionnelle.

La rationalisation du temps vers le décompte moderne des heures est l'expression d'un vaste processus de laïcisation des formes urbaines de l'existence (Dohrn-van Rossum, Braunstein & Mannoni, 1997, p. 119). D'abord, les classes bourgeoises et urbaines qui cherchent à se démarquer du temps religieux valorisent le temps quotidien. Ensuite, au XVII^e siècle, la prise en main par le pouvoir royal des institutions municipales les vide de leur substance politique. La puissance de la cité s'incarne désormais dans la pierre et les images (Neveux, 1998), c'est-à-dire dans l'hôtel de ville et son horloge à sonnerie, face à la cloche de l'Église et aux casernes royales. Enfin, le temps simple des campagnes disparaît parce que le pouvoir municipal doit dicter un temps laïc, propre à la cité, réglementant une organisation complexe et raffinée des activités et institutions urbaines. Les mécaniques horlogères qui reflètent cette complexité deviennent des symboles de prestige culturel dans la concurrence que se livrent les municipalités. Ce temps urbain va être diffusé à partir du XV^e siècle dans les plus petites villes et bourgs sous la pression des administrations territoriales. Le décompte mécanique des heures, essentiellement local et urbain, transforme en profondeur la perception du temps et son utilisation pour aller vers une abstraction de plus en plus grande. Les citoyens vont lentement changer leur rapport au temps face au développement précapitalistique d'un esprit universel de rationalisation et de mécanisation que Sombart attribue avant tout aux marchands. À la fin de l'urbanisation du premier degré et avec le développement du mouvement communal, la ville maîtrise rationnellement le cours du temps.

Cependant, si l'esprit d'un temps rationnel se diffuse, la variété des signaux donne à la ville une organisation temporelle multiforme dans laquelle les cloches de l'église et de la municipalité annoncent à la fois les heures et les événements, tantôt en rentrant en concurrence, tantôt en se complétant. Avec La Réforme, l'Église se met à l'heure de la production et résout la question du travail en faisant de celui-ci quelque chose de sacré. C'est pour Max Weber un élément du développement de l'esprit du capitalisme : « Le temps est précieux, infiniment, car chaque heure perdue est soustraite au travail qui concourt à la gloire divine. » (Weber, 1989) Avec la révolution industrielle, le développement des transports et l'essor du capitalisme, une seule référence commune du temps émerge peu à peu. Elle est aussi scientifique que la division du travail salarié et son utilisation par le capitalisme industriel ouvre sur la question du temps comme variable productive s'imposant à une masse salariale grandissante.

3.3 Le temps industriel : organiser et rentabiliser le travail des hommes

Avec la diffusion de l'horloge et sa miniaturisation, c'est l'universalisation d'un rapport normé, quantitatif et individuel au temps qui apparaît peu à peu. La nécessité du trafic généralise dès le XVIII^e siècle un rattachement des villes à l'esprit scientifique des horloges. Le chemin de fer et le télégraphe, rendent plus saillantes les disparités des horaires urbains, régionaux et nationaux. L'accélération et la densification du système de communication et d'information exigent l'intégration des temps locaux à un système synchronisé (Dohrn-van, Rossum, Braunstein, Mannoni, 1997). La vitesse sur rail va obliger les gares à coordonner leurs heures puis leurs minutes, brisant les cercles locaux d'existence dans un mouvement d'intégration territoriale et provoquant le passage du jour à l'heure comme scansion nouvelle des rythmes de vie (Studený, 1995). Le temps horaire devient alors

un cadre d'intelligibilité communément partagé qui dépasse ses racines citadines. Sa mesure se met à la portée du plus grand nombre. Sa détermination n'est plus seulement l'apanage des institutions qui détiennent l'autorité mais devient un instrument utilisable par presque tout un chacun pour régler ses activités. C'est le début de l'individualisation de la maîtrise du temps et de la capacité de se situer dans un cadre temporel qui ne fait plus référence aux groupes locaux d'appartenance mais à un monde intégré. L'industriel peut régler le travail de ses salariés. Le contremaître falsifie parfois les horloges. Les travailleurs agricoles se cotisent pour acheter une pendule et contre-contrôler le temps de travail imposé. L'horloge s'installe dans la maison et règle la vie domestique. L'ouvrier regarde l'horloge de l'atelier. Le voyageur commence à manier quotidiennement les horaires des trains. Les trajets à cheval dépendant du climat deviennent incongrus face à la locomotive à vapeur faisant fi de la pluie, de la nuit, de la neige et du froid. Ce temps tend à devenir la norme. Il repousse les limites des rythmes traditionnels de l'activité jadis réglés grossièrement et produit des tensions entre les temps calendaires du groupe d'appartenance et celui déterminé techniquement.

À partir du XVIII^e siècle, la détermination du temps est guidée par des nécessités productives et l'appropriation de la sur-valeur du travail salarié. La montée en précision apparaît comme une nécessité, chez le capitaliste, pour réguler le travail tout comme il l'était, chez le marchand, pour réguler les échanges. Le temps occupe alors une place centrale dans la réflexion sociale de l'époque industrielle. Chez Marx, l'exploitation du temps-marchandise se trouve à la base de toute sa pensée économique. Le temps mesuré, parce qu'il permet de mettre en relation le travail fourni avec d'autres activités dans une équivalence monétaire, se pare encore un peu plus d'une rationalité instrumentale dont l'horloge est la gardienne. Pour pouvoir être capté par le capitalisme, le temps doit être saisi pour lui-même, sous une forme pure et calculable et être totalement détaché des rapports sociaux pré-modernes qui le médiatisaient jadis (nature, religion et politique). C'est dans l'exploitation rationnelle du temps que le capitaliste s'arrogera la sur-valeur du travail (Zarifian, 2001). Le temps comme objet de calcul économique occupe une place centrale. Il devient le pivot autour duquel l'ensemble des autres temps sociaux sont aménagés (Pronovost, 1996). Les horloges se multiplient en raison de la réduction de leur taille et de leur coût. À l'extérieur, l'usine se pare de petits clochers, d'horloges de façade puis de grandes tours à cloches et de sirènes appelant les ouvriers au travail. À l'intérieur, l'horloge puis le chronomètre permettent des unités de calcul fines pour le paiement du travail et les amendes pour perte de temps. Les tâches productives se décomposent en temps d'exécution et de chronométrage des phases successives à l'obtention du produit fini. L'idée d'une production en continue est le rêve d'un capitalisme industriel imposant au temps social, le temps du travail, de la machine et du profit. L'activité productive s'enferme dans des bâtiments réglés sur le temps de l'horloge mécanique et fait fi des variations extérieures. En Angleterre puis en France, le chauffage, d'abord dans les usines, puis dans les maisons et l'éclairage au gaz permettent une uniformisation à bon marché du temps de travail rendu indépendant des facteurs saisonniers ou naturels (Guillerme, 1994) : « L'industrie ignore les temps morts du jour et de la nuit ou des saisons et peut produire de la lumière pendant la nuit, de la chaleur pendant l'hiver, de la glace en été. » (Gwiazdzinski, 2002, p. 21) Rationalisation du temps et pression à la continuité du fonctionnement de l'industrie repoussent les rythmes collectifs périodiques dans la sphère des activités non productives et a-fonctionnelles. Dès ce moment, la classe dirigeante mettra toute son énergie pour refuser le « Droit à la paresse », comme l'écrivait Paul Lafargue, neveu de Marx...

Si les gens du XV^e siècle n'avaient que peu pris conscience de la révolution qui s'opérait avec l'horloge, l'utilisation économiquement rationnelle du temps et la nouvelle discipline temporelle du travail deviennent des préoccupations publiques et politiques. La pression du temps industriel va être à la base de l'émergence de la question sociale et des premières lois de réglementation du

temps de travail. Certaines lois obligent que le temps de travail soit régulé en fonction des horloges publiques pour ne pas isoler l'usine du temps civil. Des réglementations vont poindre dans l'organisation du temps de travail face aux conséquences sociales du système productif capitaliste. Elles illustrent les premières formes politiques d'opposition à la logique du temps continu de l'économie et traduisent la tension existante entre temps du travail et temps démocratique. Cette médiation entre le temps économiquement productif et le dégagement d'un temps individuel de repos pose les bases d'une charpente temporelle collective encadrant les pratiques individuelles. La nécessité pour l'État naissant de ne pas laisser la maîtrise du temps aux industriels se fait ainsi sentir pour maintenir la paix sociale et organiser la force de travail.

Tout au long du XX^e siècle, l'organisation industrielle du temps va prédominer dans un rapport plus ou moins pacifié avec la montée de la figure de l'État providence. La réglementation des rythmes du travail qui va ouvrir un rythme du loisir va structurer les grands rythmes collectifs hebdomadaires et annuels avec, en 1936, l'invention des congés payés. Si le temps se resserre pour organiser le travail, il s'ouvre par compensation sur des temps ouverts à l'oisiveté, à la détente et au repos. Le travailleur trouve dans le « compromis fordiste » d'après-guerre une juste rémunération réduisant le mécontentement soulevé par les premiers principes d'organisation tayloriste de la production. Les horaires scolaires, le travail, les loisirs, le temps familial, composent un système relativement partagé et stable. Les fêtes nationales qui ont encore un grand écho auprès des populations avec les bals du 14 juillet, les commémorations et les défilés, ponctuent l'année de leurs jours chômés et ludiques. C'est le temps de la rythmicité, de la synchronisation progressive du travail, le temps uniforme et borné des horaires prévisibles et réguliers (Bouffartigue & Bouteiller, 2003).

En faisant un bon dans l'histoire, la fin du compromis fordiste et du régime temporel qui lui est attaché questionne l'évolution la plus récente de la réorganisation du rapport des sociétés modernes au temps. Elle n'est pas analysée comme une rupture mais comme une étape de plus de la radicalisation des sociétés dans la construction d'une somme de référents temporels servant le développement de ses activités et l'intégration d'un système mondial. Avec la mise en réseau international des économies et l'avènement du temps continu, il est plus difficile d'identifier une institution précise à l'origine d'une nouvelle donne temporelle comme a pu l'être l'Église, le prince marchand ou l'industriel. Si l'organisation du temps politique et économique a été le fait d'un accord plus ou moins tacite entre les sphères politiques, économiques et les représentants de la sphère du travail sur des territoires nationaux, les réglementations de l'Organisation Internationale du Travail peinent à faire consensus face à la diversité des économies et des cultures. L'organisation des charpentes temporelles des territoires nationaux, intégrés à différents niveaux planétaires, est appelée à plus de flexibilité par le système productif et financier. Les différentes réglementations horaires et annuelles du temps de travail font l'objet d'un dumping social. Elles sont utilisées à des fins de mise en continuité de l'activité productive. Les États ne sont plus à même de dicter, de manière unilatérale ou multilatérale, une organisation du temps suivant l'idée d'un intérêt général qui lui-même vacille sous l'aspiration des individus à devenir maîtres de leur temps. Les rythmes collectifs nationaux sont parfois mis en face d'exigences de continuité productive mais aussi consommatoire. La rationalisation de la détermination du temps débouche sur une interrogation en termes de renouvellement des rythmes partagés producteurs d'un temps culturel, qualitatif et identitaire. N'est-ce pas alors le moment pour les villes de se saisir des calendriers et de définir ce que pourrait être un temps local équilibré entre les besoins de l'économie et du social ?

3.4 Le temps continu du réseau des marchés mondiaux : quand le virtuel saisit le réel

La tendance la plus forte qui qualifie le rapport moderne qu'entretiennent les sociétés au temps est la déstabilisation et le brouillage « des symboliques rattachées aux différentes séquences de temps que celles-ci soient appréhendées au regard de leur contenu (temps travaillé/non travaillé) ou dans leur dimension chronologique, qu'elles soient quotidiennes (oppositions jour/nuit, matin/après-midi), hebdomadaire (semaine/fin de semaine), annuelle (distribution des congés ; annualisation du temps travaillé) » (Boulin, 2002, p. 54). Le déploiement d'un temps des réseaux, temps du marché mondial, dominé par la logique techno-économique semblerait expliquer le tracé d'une nouvelle carte du temps sur les ruines du temps industriel. Les villes-centres des métropoles en réseau sont le réceptacle et le diffuseur de ce temps continu qui interroge la valence des rythmes collectifs de la vie locale dans ce système.

3.4.1 Un temps vide et homogène ?

De nouvelles formes de détermination du temps émergent d'une recherche de mise en concordance des unités de mesure, exigées par l'intégration continue d'un système monde. Le temps moyen de Greenwich calculé pour obtenir le « midi solaire », le temps universel défini en 1928 dont la mesure est effectuée en observant des objets en dehors du système solaire, le temps atomique international (TAI) défini en 1955 avec la première horloge atomique au césium et en 1972, l'adoption du temps universel coordonné (UTC) rationalisent d'avantage les unités symboliques du temps tout en les éloignant de ses références naturelles, sociales, territoriales mais aussi mécaniques. Illustrant la radicalisation de la tendance et à l'image du calendrier réclamé par les Nations Unies, l'invention en 1998 d'un temps Internet commercialisé par l'entreprise Swatch se fonde sur l'absence de fuseaux horaires et de frontières géographiques. L'heure est alors partout dans le monde celle du siège de la compagnie. Ainsi, pour certains, « le temps accéléré du marché, de la technique et du progrès, et le temps "objectif" linéaire de la science s'unissent pour dessaisir "le monde de la vie" (Zaccai-Reyners, 1995) de la maîtrise, même partielle, de son temps propre » (Dobré, 2003, p. 120). L'intégration des économies locales à l'économie mondiale pose la question de notre capacité de régulation collective du temps, et de la production de nouveaux récits locaux face à une logique d'hypersynchronisation mondiale. L'interdépendance croissante des économies, l'innovation technologique et le basculement d'une économie industrielle à une économie de services sont des facteurs de transformation de la charpente temporelle héritée du XX^e siècle. Avec l'accélération des rythmes de communication et l'instantanéité de l'information, l'espace se rétrécit et le temps se contracte dans l'instant. Peu à peu la désynchronisation des systèmes horaires et l'extension des plages d'activité deviennent des facteurs centraux du développement économique.

La logique de la nouvelle organisation de l'économie de marché encourage une production de biens et de services rapidement mobilisables, adaptables aux fluctuations des marchés internationaux, répondant à des consommateurs aux modes de vie différenciés. Avec le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) et des transports, la demande et l'offre peuvent s'éloigner géographiquement l'une de l'autre, se désynchroniser et se resynchroniser presque en continu. La demande suit des temporalités géographiquement situées mais selon des créneaux horaires planétaires différenciés auxquels l'offre s'adapte en continu. Le marché mondial est ouvert en permanence. Son rythme s'éloigne des anciens rythmes de la vie sociale des aires culturelles dont dépendent les individus qui la font fonctionner. Et pour faire face aux aléas des ravitailleurs, de la météo, voire des grèves qui pourraient perturber la continuité des échanges, le système économique et productif triche en se dotant d'une mémoire-tampon ou de stock-tampon (Rabin, 2002). Il a alors le temps de s'adapter à une demande qui d'aventure montrerait un caractère discontinu. Détachée ou contournant les contraintes spatiales et les enjeux territoriaux

voire sociaux, la logique du marché se développe à partir d'une compétition par le temps qui impose une métrique unifiée à toutes les formes d'activité (Veltz, 2000).

Ce phénomène fait émerger un temps universel et continu qui opposerait le synchronique et le diachronique en les décomposant dans un temps de référence virtuel (Stiegler, 2002). C'est le règne de l'économie de la vitesse et de la fluidité qui valorise le court terme et la réactivité. L'instantanéité devient la norme compétitive qui donne l'avantage au *first mover*, réduit les cycles d'innovation et multiplie à un rythme de plus en plus frénétique les mutations des produits (Veltz, 2000). L'instantanéité se décline dans l'idée de continuité productive illustrée par les principes du *following the sun*, de flux tendu, des trois-huit, du *just in time*, de la flexibilité du travail et de la réactivité promue dans le modèle toyotiste. Le temps devient une variable quantitative d'ajustement, une ressource à utiliser, épargner ou gaspiller selon les impératifs de production. Cette logique imposerait une « représentation d'un temps monochrome, séquentiel, linéaire et économique [qui met] fin peu à peu dans la plupart des pays occidentaux aux conceptions traditionnelles, aux temps de l'ancien ordre social » (Chanlat, 2007, p. 163). Le temps prend alors la forme imagière d'un encéphalogramme plat, sans discontinuité, sans rythme et sans interruption notoire dans lequel les agents doivent saisir des opportunités de marché. Il pèse plus fortement sur le rythme quotidien et annuel des individus et des sociétés que ne le faisait l'alternance naturelle des jours et des nuits, objectivée dans le temps des fuseaux horaires et des saisons, réifiée dans les calendriers nationaux, reprise par les institutions religieuses ou politiques.

3.4.2 Le temps comme quantité négociable

La dimension virtuelle de ce temps continu peut être appréhendée à travers quelques exemples simples. La logique d'activité des réseaux financiers et des places boursières s'appuie sur ce temps. La rentabilité que peut engendrer l'échange de flux financiers et d'argent dématérialisé émane d'une gestion de micro-décalages temporels à l'origine de l'idée même de spéculation. Plus ces décalages peuvent s'enchaîner dans un temps de référence mondial et continu, plus l'investisseur boursier peut espérer gagner de l'argent. Or, la monnaie « ne contient pas la plus petite suggestion d'une organisation rythmique du contenu de la vie ; elle offre toujours avec la même fraîcheur et la même efficacité ; grâce à ses effets de longue portée et à son pouvoir de réduction des choses à un même et seul critère de valeur » (Simmel in Trautman 2007). La vente et l'achat d'actions se déroulent dans le temps a-rythmique et accéléré du réseau boursier qui prime sur le temps rythmique des individus qui le font fonctionner ou sur les contraintes productives des entreprises cotés.

Cette vie économique que personnifie la métropole, lieu d'échanges, de production et de circulation de la valeur intensifie le rythme de vie des citadins et s'oppose au caractère cyclique et communautaire du temps traditionnel (Simmel in Jonas, 1995). La fermeture inopinée de la bourse de New-York est un événement majeur bouleversant le fonctionnement des marchés mondiaux. Les réseaux de communication repoussent les limites du temps contraint et permettent des échanges quasi intemporels et ubiquistes. Sur le réseau Internet, les commerces ne dorment jamais, les commandes peuvent être passées à n'importe quel moment de l'année, l'information est produite en direct et diffusée en continu donnant parfois lieu à de sérieux cafouillages rédactionnels. Les portails web et les systèmes d'information offrent des outils de mobilité de manière continue (Gaber & Gruer, 2002). Là aussi, la défaillance d'un serveur central provoque une vague de panique chez les professionnels comme chez les particuliers habitués à une connectivité continue. Le réseau mondial du transport aérien permet de se rendre partout dans des plages de temps de plus en plus

étendues. Désormais, l'idéologie d'un temps continu s'impose comme une croyance qui veut convaincre que nous rentrons dans un mouvement inévitable de l'intégration dans l'espace marchand de toutes les institutions régulatrices de la vie sociale (Huet, 2002). Le fonctionnement urbain devrait, à ce titre, se plier aux exigences temporelles de l'espace marchand, pour ne pas être mis à l'écart des richesses du marché-monde.

Le déploiement de la logique de continuité temporelle catalysée par les nécessités économiques transforme l'organisation sociale du temps héritée de la révolution industrielle et du compromis fordiste des années 1920. Dès les années 1970, la nouvelle discipline du travail exige de nouveaux comportements. Elle s'oppose à l'alternance d'intenses périodes d'activité et d'inactivité sur laquelle les hommes avaient modelé leurs propres rythmes de travail pendant des siècles (Thompson, 1967). Aujourd'hui, si la régularité du travail est moins soumise au rythme de la machine, il est toujours mesuré à l'aune du temps débit, du temps vitesse qui caractérise la productivité telle qu'elle est pilotée par les critères de rentabilité qui gouvernent les entreprises, dans une société passant de l'industrie à l'information (Lojkine, 2002). L'équation fordiste devient caduque face à de nouveaux processus de production : autonomie des méthodes de travail, fin de la hiérarchisation pyramidale, fin de la standardisation des tâches productives, valorisation des structures horizontales qui favorisent la flexibilité et la réactivité, diversification des cadres organisationnels des activités, transformation et multiplication des normes et des formes du travail (Orfeuill, Massot & Bellanger, 2000).

Ainsi l'annualisation du temps de travail comme mode d'organisation a fortement progressé tout comme les « crédits-temps » ou les RTT devenus une variable d'ajustement temporelle de la production. Ces techniques comptables d'un temps flexible permettent d'adapter les horaires à l'activité par l'alternance de périodes hautes et basses dans presque tous les pays Européens. Entre 1986 et 1990, la modulation du temps de travail s'est accrue (Lallement, 1995) et aujourd'hui, près de 35 % des salariés français seraient ainsi concernés (Kouzis & Kretsos, 2003). Mais les périodes basses et hautes ne sont pas du tout respectées, surtout dans les PME-PMI et les salariés ne sont pas toujours prévenus longtemps à l'avance des changements (Ardenti, 2005) La disponibilité exigée auprès de certains, les contraintes imposées dans la prise de jours de repos ou le recours au chômage technique permettent à la production de suivre les fluctuations annuelles de la demande et rendent imprévisibles les calendriers d'activité. L'assouplissement des cadres temporels du travail affaiblit ce dernier en tant que synchroniseur social homogène et universalisant permettant d'expliquer les rythmes collectifs. La modification des principes d'organisation du travail entraîne, via une cascade causale (de l'entreprise à l'établissement, au collectif de travail puis à l'individu) la formation de nouveaux modes de vie (Godard, 2001) soumis à un temps continu. La cloche de l'usine rythmant l'activité quotidienne et l'organisation relativement stable du travail sur l'année disparaît au profit des pointeuses, des horaires atypiques et variables, de l'annualisation du temps de travail, de l'interchangeabilité des personnes, de la négociation à court terme de son agenda.

Nous sommes arrivés au terme de notre histoire de la rationalisation des modes de détermination du temps par l'intégration des sociétés locales à un temps-monde. Nous avons constaté la perte de pouvoir successive des donneurs de temps au profit d'un ordre temporel désacralisé, mondial, rationnel dominé par un esprit scientifique, technique, enchâssant le travail dans le temps rentabilisé et accéléré des sphères économiques et marchandes. Dans ce processus, les villes ont été au cœur du déploiement du temps moderne puisqu'elles sont à l'origine du développement de l'économie moderne, des échanges marchands, de la monétarisation des activités, de l'intégration mondiale, de l'organisation rationnelle des activités. Aujourd'hui, la ville s'enchâsse logiquement

dans le temps des réseaux mais ses besoins sociaux et locaux questionnent la manière dont elle doit être organisée face à la continuité du temps mondial. L'idée de rythme social, de périodicité collective et donc d'une série de ruptures marquant des moments particuliers permettant la cohésion du groupe se perd dans une continuité temporelle qui rejaillit sur le fonctionnement quotidien, hebdomadaire ou annuel des villes et de ses habitants. Et « plus s'allongent et se différencient les chaînes d'interdépendance fonctionnelle qui relient les hommes entre eux, plus sévère devient la dictature des horloges » (Élias, 1996, p. 135). Néanmoins, le temps mondial ne fait pas que s'imposer au fonctionnement des villes. L'appropriation par les citoyens des mêmes TIC et systèmes en réseau, technologies de déplacement et services qui ont permis l'hypersynchronisation mondiale, façonne en retour le rapport moderne des sociétés urbaines au temps.

[À SUIVRE...]